

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 décembre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3642)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 1092

présenté par
M. Cellier

ARTICLE 54 SEXIES**Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

Le tarif d'achat de l'électricité produite par les installations d'une puissance crête de plus de 250 kilowatts utilisant l'énergie radiative du soleil moyennant des technologies photovoltaïques ou thermodynamiques est réduit, pour les contrats conclus en application des arrêtés du 10 juillet 2006, du 12 janvier 2010 et du 31 août 2010 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil telles que mentionnées au 3° de l'article 2 du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000 fixant par catégorie d'installations les limites de puissance des installations pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité, à un niveau et à compter d'une date fixés par arrêté des ministres chargés de l'énergie et du budget de telle sorte que la rémunération totale des capitaux immobilisés, résultant du cumul de toutes les recettes de l'installation et des aides financières ou fiscales octroyées au titre de celle-ci, n'excède pas une rémunération raisonnable des capitaux, compte tenu des risques inhérents à son exploitation. Le projet d'arrêté est soumis pour avis à la Commission de régulation de l'énergie. Cet avis est rendu public. La réduction du tarif tient compte de l'arrêté tarifaire au titre duquel le contrat est conclu, des caractéristiques techniques de l'installation, de sa localisation, de sa date de mise en service et de ses conditions de fonctionnement.

Sur demande motivée d'un producteur, les ministres chargés de l'énergie et du budget peuvent, sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie, fixer par arrêté conjoint un niveau de tarif ou une date différents de ceux résultant de l'application du premier alinéa du présent article, si ceux-ci sont de nature à compromettre la viabilité économique du producteur, notamment en tenant compte des spécificités de financement liées aux zones non interconnectées, sous réserve que celui-ci ait pris toutes les mesures de redressement à sa disposition et que les personnes qui le détiennent directement ou indirectement aient mis en œuvre toutes les mesures de soutien à leur disposition, et

dans la stricte mesure nécessaire à la préservation de cette viabilité. L'application du tarif ou de la date fixée par l'arrêté du premier alinéa du présent article est suspendue dès la demande motivée du producteur pendant une durée de six mois ou jusqu'à la publication de l'arrêté fixant un niveau de tarif ou une date différente de ceux résultant de l'application du premier alinéa du présent article. Dans ce cas, les ministres chargés de l'énergie et du budget peuvent également allonger la durée du contrat d'achat, sous réserve que la somme des aides financières résultant de l'ensemble des modifications soit inférieure à la somme des aides financières qui auraient été versées dans les conditions initiales. Ne peuvent se prévaloir du présent alinéa les producteurs ayant procédé à des évolutions dans la structure de leur capital ou dans leurs modalités de financement après le 7 novembre 2020, à l'exception des mesures de redressement et de soutien susmentionnées.

Un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie, précise les modalités d'application du présent article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à compléter l'article 54 sexies adopté en seconde lecture par la Commission des finances.

Cette modification vise à renforcer le dispositif de la clause de sauvegarde par l'introduction d'un caractère suspensif automatique pendant une durée de six mois ou jusqu'à la publication de l'arrêté dérogatoire.

En effet, sans cette suspension de l'arrêté prévu au premier alinéa, ce dernier s'appliquerait pendant l'instruction de la demande de dérogation (qui peut durer jusqu'à six mois). Cela compromettrait dès lors la viabilité du producteur avant même que la sauvegarde ait pu être mise en oeuvre. Cette suspension est donc indispensable pour rendre la clause de sauvegarde effective.